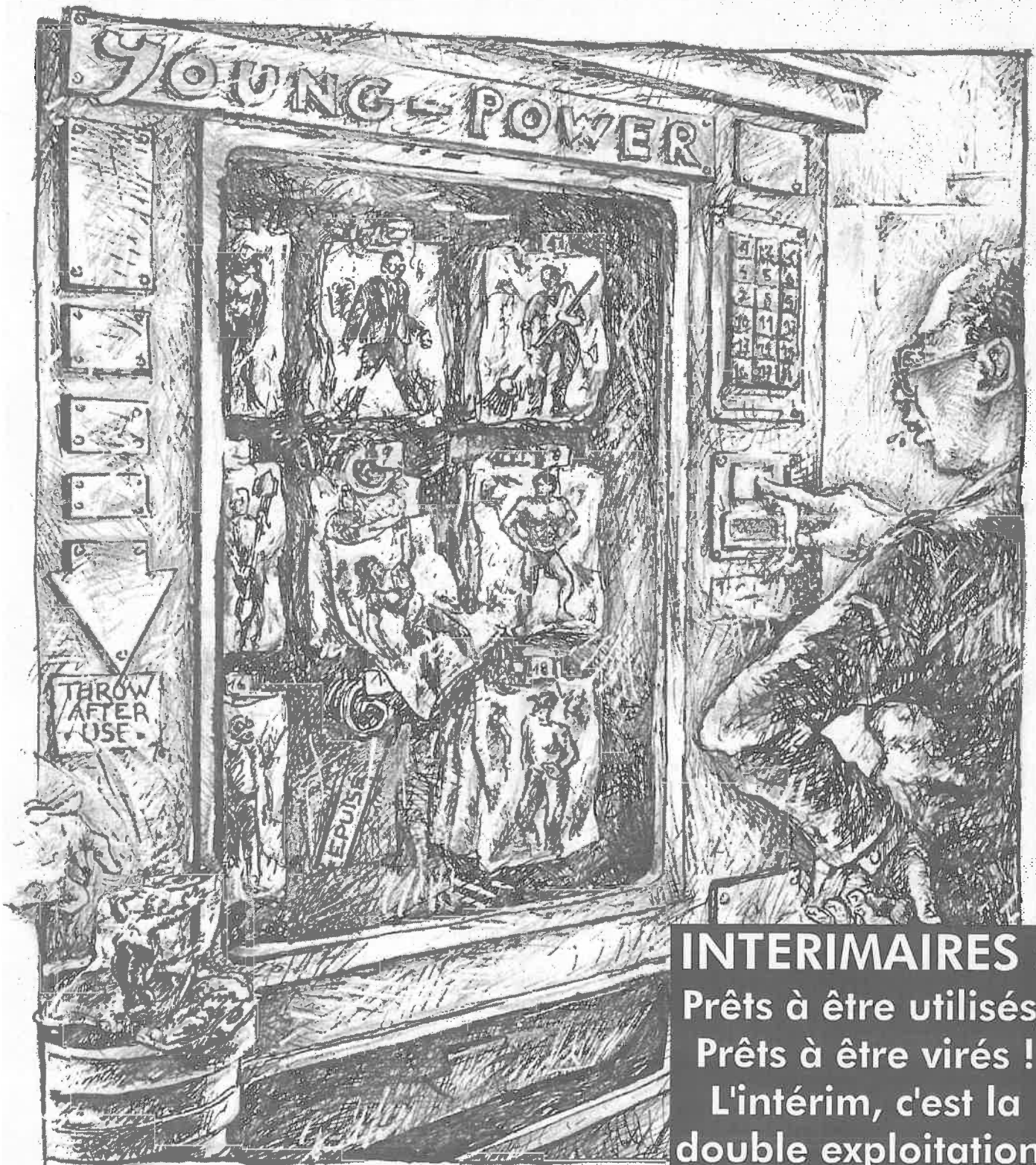


La lettre du C. D. E. S.
I.S.S.N. 1240-0009 C.P.P.A.P. 72171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 55 Janvier-Février 1999 10 francs



INTERIMAIRES :
Prêts à être utilisés,
Prêts à être virés !
L'intérim, c'est la
double exploitation.

ADRESSES

Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T., apartado 4141
18080 Grenade-Espagne
Fax: (958) 28 89 92

Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est
l'agent d'exécution et de liaison
de la C.N.T., pour tout contact sur
le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P. 2010
14 019 CAEN CEDEX 6

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la C.N.T.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116
72003 Le Mans Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 16
24650 Chancelade
(Secrétariat Régional)

U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Rémésy
31000 Toulouse
(Secrétariat Régional)

U.R. Méditerranée:

C.N.T.
9, rue Duchalmeau
66000 PERPIGNAN
(Secrétariat Régional)

U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,
14019 Caen Cedex 6
(Secrétariat Régional)

U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT
CTA d'Amiens, rue
dejean, 80000 Amiens

Dans l'Est:

C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P.121
25014 Besançon Cedex

En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Herès Cedex

Mourir de froid ! Mourir de flic !

Éric, vous connaissiez Éric ? Le "punk" qui s'est fait descendre à Tarbes par un flic en civil pour avoir demandé une cigarette ? Et Todor, 8 ans, le gosse d'immigré clandestin tué par un flic à Sostel en Août 95, vous le connaissiez ? Et Habib, tiré dans le dos par un flic à Toulouse peu avant Noël pour un vol de voiture, vous le connaissiez ? Trop tard, ils sont morts ! Et Henri Bois, Alain Marty et Christian Carencu, les petits flics qui les ont tués, vous les connaissiez ? Non plus ! Eux, vous avez plus de chance de les rencontrer un jour, ils sont bien vivants... et libres ! Le deuxième (le "policier tueur de Todor" comme le nomme Libé) a même été acquitté ! Et Jacques ! Vous connaissiez Jacques ? Lui, il n'est pas mort de flic, il est mort de froid le 22 Novembre devant un grand hôpital parisien, près du local à poubelles. Comme Marie-Christine, crevée de froid à 100 mètres du Stadium flambant neuf de Toulouse. Et Robert qui s'est suicidé, à bout de misère, à St Cyprien, vous ne le connaissiez pas non plus ? Le froid et le désespoir sont toujours en liberté, et le capitalisme est bien vivant.

Des Éric, des Habib et des Marie-Christine, il y en a chaque jour dans les pages intérieures des journaux. On les appelle les "Bavures", les "Drames de la misère" ou les "Faits d'hivers" ! Et on compatit, et on absout, et on enterre dans "le silence digne et responsable des familles". Et on explique à longueur de colonnes : Éric le punk, sa mort est due "à l'incompréhension, à un défaut de dialogue" ! Todor, le petit gitan est mort "du problème de l'immigration" ! Marie-Christine et Jacques, eux, sont morts par la faute de l'anticyclone des Açores qui n'a pas su chasser le froid de l'hiver. Et Habib, il est mort de quoi ? Du brouillard ? Du surmenage des flics ? Non, non et non ! Ces morts, ce sont ceux de la misère, de l'exclusion, de l'exploitation, et du profit ! On tue pour une clope, pour une bagnole volée, pour une gueule louche ! Et on laisse crever de misère et de solitude au pied des quartiers cossus ou au fond des banlieues grises.

Fermez-la, journalistes de merde ! Fermez-la, politicards véreux ! Fermez-la, syndicalistes cyniques qui demandez plus de flics dans les bus, les trains et les lycées. Nous n'avons pas besoin de chiens de garde pour protéger vos richesses. Nous avons besoin de vivre décemment, dignement, sans nous vendre, sans nous humilier à survivre de votre fausse charité. Fermez-la, avec vos fausses solutions (le R.M.I.), vos comptes truqués (la Sécu), votre fausse démocratie (les élections).

Les moyens de vivre debout sur cette terre existent. Vous les avez volés, confisqués, détournés, entassés : **"Les 3 personnes les plus riches de la planète détiennent une fortune supérieure à la totalité du Produit Intérieur Brut de l'ensemble des 48 pays les plus pauvres ! Et il suffirait de 4% de la richesse cumulée des 200 plus grosses fortunes mondiales pour donner à toute la population du globe, l'accès aux besoins de base et aux services sociaux élémentaires (santé, éducation, alimentation)".** C'est le rapport annuel du P.N.U.D. (Programme des Nations Unies pour le Développement) qui le dit dans ses conclusions. Ce qu'il ne dit pas, c'est que ces 200 voleurs sont également les décideurs de la planète. Ce sont eux qui font et défont les gouvernements, financent les partis politiques, possèdent les médias, les banques et les entreprises. Ce que ne dit pas le rapport, c'est qu'ils ont le pouvoir, tout le pouvoir. Et les instruments du pouvoir : l'éducation, les flics, les urnes, les usines, la parabole et le câble. Les morts de froid, les morts de flics, les morts de faim, c'est le prix de leur pillage. La violence, ce n'est pas ce gosse qui vole une voiture, c'est ce flic servile qui vole une vie, c'est ce président grotesque qui déclenche des guerres au nom d'une pipe, c'est ce député socialo qui vote la misère et l'exclusion, c'est ce banquier qui s'achète toute la rédaction d'un journal ! La violence aujourd'hui, c'est le capitalisme.

Paul-Evry

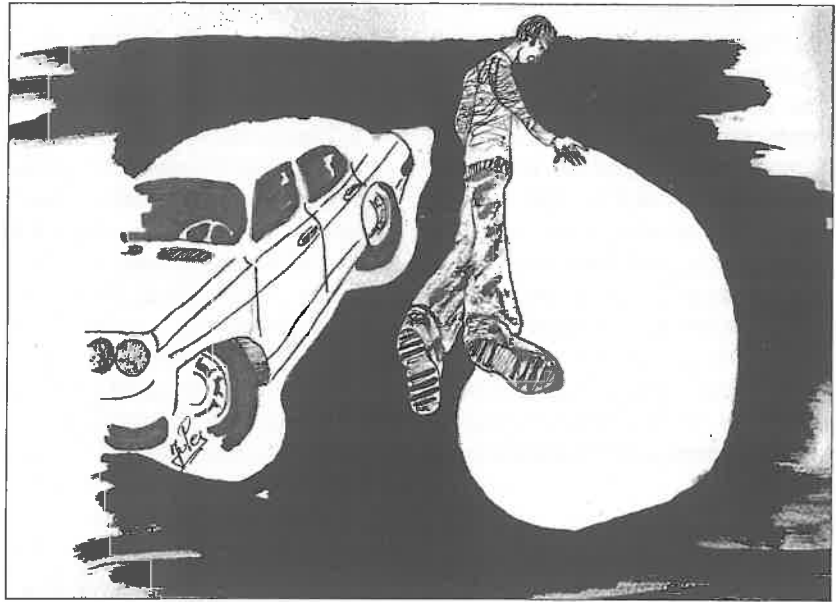
Sur le thème "émeute à La Reynerie", les médias nationaux ont fait leurs choux gras fin décembre...

La Reynerie, c'est une des banlieues les plus populaires de Toulouse, et il n'est pas très difficile d'y trouver des militants de la C.N.T.-A.I.T. Quelques-uns d'entre eux s'expriment :

C.S. : Pouvez-vous tout d'abord nous situer le quartier ?

J. : La Reynerie c'est une cité qui, avec celles de Bagatelle, de La Faourette, de Bellefontaine et du Mirail, regroupe environ 50 000 habitants sur à peine quelques km². Comme dans toutes les cités de ce genre, l'horreur économique y est directement perceptible : des quantités de familles ont à peine de quoi survivre. Tout en tenant le discours inverse, les pouvoirs publics mènent une politique progressive de ghettoïsation. Par exemple, jusqu'à présent des gosses du quartier pouvaient aller dans des collèges du centre ville, ce qui leur permettait de sortir un peu de la cité. Depuis cette rentrée, l'Inspection académique le leur a interdit, et ils ont été obligés de s'inscrire dans les collèges du quartier dont les effectifs ont explosé, et ces enfants ne sortent plus. Autre exemple, quand le métro a été construit, ils nous ont présenté ça comme un "désenclavement". Maintenant, quand les jeunes du quartier descendent en ville, c'est pour essuyer des contrôles d'identité en rafale. C'est évidemment une façon de les forcer à rester en banlieue, sans parler du prix du ticket qui est un des plus élevés de France.

C.S. : Malgré cela, Reynerie était présenté jusqu'à présent comme un modèle de quartier calme. Télérama, dans le numéro qui a tout juste précédé l'assassinat d'Habib parlait même de "quartier placide"...



P : Quartier placide, c'est vite dit ! En fait, il y a un fond de tension plus ou moins permanent ; ces derniers mois il a été décuplé par le quadrillage mis en place : régulièrement, des camions entiers de C.R.S. ont occupé telle ou telle zone du quartier d'une manière très pesante, très provocante, qui, personnellement me rappelle beaucoup l'Espagne de Franco des années 70. Evidemment, le quartier a des problèmes qui sont essentiellement la conséquence de la situation économique (vols, ...), mais la disproportion avec les moyens déployés est frappante : pour un rodéo, on vous met tout un régiment de CRS. C'est une sorte de politique de dissuasion qui, en plus, rate totalement. Par contre, quand il s'agit de mettre des moyens utiles sur le quartier (salles polyvalentes, postiers, ...), il n'y a jamais les moyens !

C.S. : On parle beaucoup des associations qui travaillent sur le quartier, c'est généralement présenté comme quelque chose de positif ...

F : ... par tous les politicards, et on les comprend. En fait, la majorité des associations qui interviennent ne sont pas du tout faites par des gens du quartier, mais sont télé-guidées de l'extérieur par des partis politiques, des bien-pensants caritatifs, des collectivités territoriales.

Elles ont quelques moyens mais sont très décrédibilisées, beaucoup de gens se rendent compte que leur rôle essentiel est de nous maintenir dans une position de subordination. A l'inverse, quand les gens du quartier font quelque chose de positif par eux-mêmes, voici ce qui arrive : il y a quelques mois, des familles maghrébines, des personnes d'origines diverses et quelques copains de la C.N.T.-A.I.T., ont monté ensemble une association de voisins dans le but de pratiquer la solidarité à la base et d'impulser une dynamique positive dans et à partir du quartier. Pour notre première manifestation publique, nous avons décidé d'organiser une petite fête de la musique interculturelle, conviviale et gratuite place Abbal, en plein Reynerie (car la Mairie et les associations institutionnelles ne voulaient rien y faire, sous prétexte de "coupe du monde"). Tout s'est très bien passé ; il n'y a pas eu le moindre incident ; on a pu entendre aussi bien "A las barricadas" (merci en passant à "JoMo kaj Liberacanoj") que du Rap (merci aux rappers du quartier) ; et les membres de l'association ont payé les frais de leur poche, comme nous en avons convenu entre nous au départ. Eh bien, que croyez-vous qu'il arriva ? Quelques jours après,

SUITE EN PAGE 4

SUITE DE LA PAGE 3

la présidente était convoquée par les Renseignements Généraux, et, un peu plus tard par... la D.S.T. (le contre espionnage !). Rien que ça ! Personne n'avait rien du tout à lui reprocher ni sur le plan légal, ni sur le plan moral, ni sur quelque plan que ce soit. Il s'agissait purement et simplement de pressions, de manœuvres d'intimidation sur des familles immigrées, pour qu'elles rentrent dans le rang et abandonnent toute auto-prise en charge. Voilà comment l'Etat se comporte dans la réalité dans le quartier.

C.S. : *C'est dans ce contexte qu'a eu lieu l'assassinat d'Habib. Qu'avez-vous ressenti ?*

P : Comme la majorité des gens, un grand sentiment d'injustice. Tout dans cette affaire est révoltant. Tirer sur quelqu'un parce qu'il vole une voiture est criminel. Le simple fait de pouvoir penser qu'une vie vaut moins qu'une bagnole, c'est bien le signe que notre société est gravement pourrie. Et le laisser crever comme on ne le ferait pas à un chien, sans s'occuper de lui envoyer le moindre secours, c'est insupportable.

C.S. : *Les médias ont surtout mis le paquet sur les voitures brûlées et les dégradations...*

K : ... effectivement, beaucoup plus que quand les producteurs de choux-fleurs bretons ou les éleveurs de porc bien de chez nous saccagent systématiquement une gare ou une préfecture ! Comme presque tout le monde, je laisse ma voiture sur le parking du bas, et bien sûr, je n'ai pas particulièrement envie qu'elle brûle ou qu'elle serve à un rodéo. Ceci dit, il suffit de lire les téléx de la police publiés par "Le Canard Enchaîné" pour comprendre que, s'il n'y avait pas eu une réaction violente des jeunes, l'affaire aurait été immédiatement classée sans suite. C'est là qu'est le vrai problème : comment se fait-il que pour obtenir un minimum de justice, dans cette p... de société, on soit obligé d'en arriver là ?

J : J'ajoute que certains médias ont

largement exagéré les choses. Quand je lis "Marianne", "L'Humanité" et quelques autres, j'ai l'impression qu'ils causent d'un autre quartier que le mien : émeutes, guérilla urbaine, destructions massives des services publics, tous les magasins brûlés.... Même si cela a été chaud, faut tout de même pas exagérer : après quatre ou cinq jours "d'émeute", tous les commerces de Reynerie (sauf un ou deux) étaient rigoureusement intacts. Et, pour ceux qui aiment les symboles forts, je ferai remarquer que la bibliothèque, qui trône en plein milieu de la dalle, n'a même pas eu un carreau de cassé... de même d'ailleurs que l'église, située juste en dessous. Le terrain de tennis, les maternelles, le lycée du Mirail, les crèches ... et d'autres équipements utiles du quartier sont restés tout aussi intacts. Toutes choses que les merdias, comme nous les appelons par ici, ont comme par hasard "oublié" de signaler aux lecteurs. Le comportement des jeunes a été plus respectueux qu'on ne l'a écrit. Par contre, on a entendu des C.R.S. chantant en chœur "On est les champions, on est les champions" chaque fois qu'ils envoyaient une grenade sur une coursive. Est-ce là une attitude acceptable chez des adultes, qui plus est, des fonctionnaires ? Est-ce que vous croyez franchement que c'était de nature à calmer les esprits ? Et comment voulez-vous que des jeunes réagissent face à tant de bêtise ?

F : Une remarque de plus si vous permettez. Quelques jours avant les événements de La Reynerie, on a appris qu'environ 20 millions de francs lourds avaient été volés aux fonds sociaux de la ville de Toulouse par un monsieur faisant partie du très beau monde politico-syndicalo-médiatique. A lui tout seul, il a fait plus de dégâts dans la poche des contribuables toulousains que tous les jeunes de Reynerie réunis. Pourtant, je n'ai pas entendu dire qu'un flic trop ner-

veux se soit laissé aller à lui tirer dessus ! Et je ne peux m'empêcher de penser que tous les propos venimeux que nous avons entendus sur les jeunes du quartier tombaient fort à propos pour faire oublier cette escroquerie monumentale qui a nécessairement joui de complicités bien placées pendant des années !

C.S. : *Comme quoi, quand on commence à parler des médias, tout le monde a quelque chose à dire...*

K : Et ce n'est pas fini, j'ai été choqué par les rumeurs qu'ils ont fait courir. L'histoire du chauffeur de bus est très parlante. Le premier jour, un bus a été brûlé. Aussitôt, la presse a indiqué que le chauffeur avait été agressé. Et la rumeur n'a fait qu'enfler. Je travaille avec une femme dont le mari est chauffeur à la SEMVAT. Toute la journée, elle m'a bassiné avec ça : que le chauffeur était à l'hôpital, que même le directeur y était allé le voir tellement c'était grave. Là-dessus, les chauffeurs, C.G.T. et S.U.D. en tête, ont lancé une grève de protestation ... et puis on a appris par le bonhomme lui-même, qui en a témoigné très honnêtement, qu'il n'avait pas subi la moindre violence, et que, accidentellement blessé par un éclat de verre, c'étaient les soi-disant agresseurs qui l'avaient protégé et lui avaient même proposé de le transporter à l'hôpital ! Propager la rumeur, l'exploiter politiquement (ou syndicalement), c'est jeter volontairement de l'huile sur le feu, faire le jeu de la répression. Les syndicats institutionnels ne sortent pas tout blancs de cette histoire... Pour en finir avec les médias, ils n'ont parlé que de ce qui les intéressait : les grenades lacrymogènes balancées par les C.R.S. au dessus de la maternelle pleine de mômes, ça, ils s'en foutent...

SUITE EN PAGE 12

EN DEHORS DE L'IMPRESSION
LE D.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À TITRE
MILITANT PAR DES ADHÉRENTS DE LA CNT,
CHÔMEURS OU SALARIÉS APRÈS LEUR
JOURNÉE DE TRAVAIL.

Quand la galère frappe à la porte, la débrouille individuelle est hélas de mise mais se révèle le plus souvent peu appropriée. C'est un peu ce qui s'est passé de septembre à novembre sur la fac de lettres de Toulouse : d'un côté "un jeune et dynamique chef d'entreprise", de l'autre, des étudiants à la naïveté entretenue par notre société publiphile et télévisuelle, celle des grands discours sur les vertus du libéralisme économique et du "prêt à tout pour s'en sortir et réussir". Oyez la courte mais véridique histoire de Job+.

Job+ était censé être une "association étudiante", ou une "entreprise intérimaire" (selon les moments) ; en un mot, une sorte d'ANPE privée, spécialisée pour les étudiants. Cette entreprise se targuait d'être le N°1 dans sa spécialité. Et surtout, elle promettait du résultat : du travail pour au moins 70 % des étudiants inscrits et même pour 90 % dans un proche avenir ! De quoi attirer l'étudiant désargenté, soucieux par exemple de trouver de quoi payer son inscription à la fac. Dès les premiers jours de septembre, nombreux furent donc les étudiants qui s'y précipitèrent. Et le flot ne fit que grossir.

ANIGUILL SOUS ROCHE

Il est vrai que l'entrepreneur de Job+ (puisque'il est de bon ton aujourd'hui de ne plus parler de "patron", mais "d'entrepreneur") n'y allait pas de main morte sur la publicité, en ressassant les idées simplistes bien en vogue, genre : "Pour s'en tirer, les petits boulots c'est ce qu'il y a de mieux" : la fac était couverte d'affiches, TLT (Télé-Toulouse) passait régulièrement des spots dans lesquels deux employeurs appelaient Job+ pour tenir un discours du genre : "Cher grand ami, envoyez moi donc des étudiants, que je les embauche maintenant tout de suite immédiatement", et un article très élogieux de La Dépêche se concluait par ces mots prometteurs : "C'est cela qu'apprécient autant les étudiants que les employeurs. D'autant plus que plusieurs de ces jobs débouchent sur des emplois à l'année".

Tout allait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes. Evidemment, tous ceux qui ont une expérience de l'exploitation salariée

pouvaient (ou auraient dû) sentir qu'il y avait une anguille sous la roche des "70 % de réussite". A la Section Universitaire C.N.T.-A.I.T.(1), pour en savoir plus, nous nous mîmes donc en recherche d'étudiants "embauchés" par Job+. Mi-novembre, quelques uns prirent contact avec nous, et une première réunion fut organisée avec eux dans nos locaux le samedi 21 novembre. Nous en apprîmes alors de belles : les étudiants qui se présentaient à Job+ commençaient par remplir une fiche banale et devaient la rapporter avec un relevé d'identité bancaire (soi disant pour qu'on puisse les payer le jour où ils travailleraient). Au moment de leur inscription, on leur faisait signer un deuxième formulaire, celui-là avec de tous petits caractères. Les tous petits caractères étaient une autorisation de prélèvement automatique sur le compte de l'étudiant. Entrant chez Job+ pour y gagner quelques sous, les étudiants en sortaient pour se faire automatiquement dépouiller d'un peu plus de 300 francs immédiatement et de 50 francs les mois suivants. Le tout, généralement sans avoir rien compris à ce qui s'était passé et sans avoir même un double du formulai-

re. Ils n'avaient plus qu'à attendre un hypothétique travail qui, bien entendu, n'arrivait le plus souvent jamais. Ils nous apprirent également que certains de leurs copains étaient déjà allés se plaindre depuis plusieurs semaines à des associations diverses de consommateurs, à des syndicats d'étudiants, à des services administratifs, mais en pure perte : nous étions toujours les seuls à retirer consciencieusement les affiches mensongères des murs de la fac, mais la télé diffusait toujours ses spots trompeurs et des jeunes allaient toujours se faire prélever sans le savoir, dans l'indifférence générale. Pour les étudiants qui vinrent nous voir et pour les membres de la Section universitaire C.N.T.-A.I.T., il était évident que tout ceci n'avait que trop duré et qu'il fallait passer à l'action. Deux objectifs furent unanimement retenus lors de cette réunion : un à visée individuelle (tenter de faire rembourser à chaque étudiant par Job+ les sommes indûment perçues) ; et un autre collectif, de salubrité publique (mettre rapidement un terme à cette histoire pour qu'aucun autre étudiant ne s'y laisse prendre). Dans ce but, nous appelâmes toute la semaine par



tractage à une nouvelle réunion, cette fois-ci dans la fac elle-même, pour le jeudi 26 novembre. Plus d'une vingtaine d'étudiants concernés étaient présents, au côté de membres de la Section Universitaire. Il fut décidé de se rendre le lendemain chez Job+ pour lui expliquer notre façon de voir les choses. La fac étant en grève, l'action fut annoncée en Assemblée générale (pour que d'autres étudiants puissent s'y joindre).

Le 27 novembre fut la journée des miracles ! Ce que n'avaient pas pu faire des dizaines de protestations individuelles auprès des différentes instances, la simple annonce d'une action collective le fit : La Dépêche, qui avait commencé à publier des interrogations d'étudiants le 17, faisait un compte-rendu de l'Assemblée générale et répercutait l'appel au rassemblement. De son côté, la justice mettait l'entrepreneur en examen pour escroquerie. Et celui-ci, bien que rien ne l'y obligeât, trouvait plus prudent de mettre la clef sous la porte. Largement désamorcé par cette mise en examen aussi opportune que très médiatiquement annoncée toute la journée, le rassemblement fut quand même maintenu et une cinquantaine de personnes se regroupèrent devant Job+ pour marquer le coup. Des policiers très avenants les y attendaient pour expliquer à qui voulait les entendre que maintenant il fallait "faire chacun un bon dossier, avec un bon avocat". Curieusement, le même discours se retrouvait du côté des syndicats étudiants officiels qui se réveillaient enfin et proposaient le lendemain par voie d'affichage leur aide pour monter des "dossiers" en justice pour se faire rembourser.

**Cette petite
histoire mérite
bien quelques
commentaires.**

D'abord, des milliers d'étudiants n'auraient pas été touchés si les médias n'avaient pas fait une telle publicité pour cette entreprise et si

les responsables de la fac ne l'avaient pas laissé afficher dans le moindre recoin. Or, à plusieurs reprises, des vigiles de la fac ont empêché des collages de notre organisation. Nous constatons qu'une entreprise "commerciale" ne rencontre manifestement pas les mêmes obstacles ! Ceci pose un problème de fond : la liberté d'expression devrait être garantie aux organisations syndicales, mais les entreprises n'ont pas à venir faire leur beurre sur le dos des étudiants, et non pas le contraire comme cela se passe actuellement.

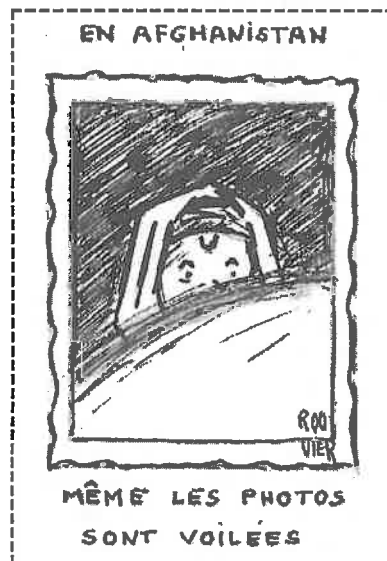
Deuxièmement, que penser de l'inaction de la Direction du travail ? Peut-être qu'on n'y lit pas les journaux, qu'on n'y regarde pas la télé ? Alors qu'il était de notoriété publique que Job+ se présentait comme une agence de travail, cette entreprise ne disposait pas des autorisations nécessaires (accordées en principe par ce même ministère) et claironnait dans la presse que ses salariés "travaillent jusqu'à 15 heures par jour" (ce qui est tout aussi illégal). Alors, pourquoi l'avoir laissé sévir ?

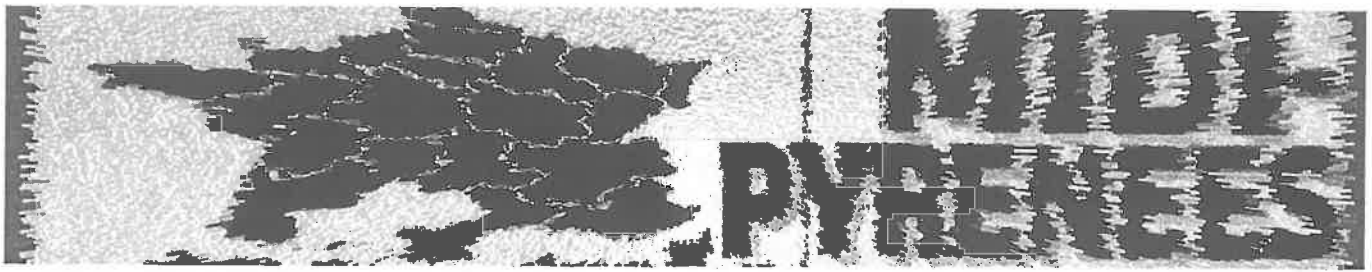
Enfin, en tant que militants de la C.N.T.-A.I.T. et des Jeunes Libertaires, nous sommes intervenus dans cette affaire pour mettre fin à une arnaque touchant les plus démunis. Aucun d'entre nous ne s'étant fait escroquer, notre position a été d'aider à se défendre ceux qui étaient directement concernés, pas de le faire à leur place. Nous remarquons que nous avons été les seuls à proposer l'idée d'une dynamique collective de terrain, tous les autres prônant des démarches paperassières individualistes (le fait que plusieurs dossiers de personnes qui ne se sont même pas rencontrés soient déposés ensemble par une tierce personne ne constitue pas une action réellement collective). Il est manifeste que ce n'est que lorsque quelques dizaines d'étudiants ont partagé -au moins momentanément- notre point de vue que les autorités ont bougé, avec une vivacité inac-

coutumée. Il est vrai que le contexte de démarrage d'une grève (contre le rapport Attali) sur la fac explique cette célérité : plusieurs milliers d'étudiants ayant été débités par Job+, l'affaire pouvait rapidement prendre une dimension explosive sur le campus et la ville. L'action collective a été très positive puisqu'elle a entraîné la fermeture de cette officine. Mais elle a été désamorcée tant par la mise en examen de l'entrepreneur que surtout par la chorale, il est vrai particulièrement fournie, des sirènes prêchant le "dépôt de dossier". Nous l'écrivons pour faire acte : les organisations et les représentants de l'état, qui ont tout fait pour ramener l'affaire à des dimensions individuelles, seront responsables de l'échec prévisible. Au mieux, quelques étudiants (ceux qui auront poussé les procédures jusqu'au bout) pourront récupérer un petit quelque chose, des milliers d'étudiants resteront gros jean comme devant. L'avenir dira qui a raison, et nous donnons volontiers rendez-vous à tout le monde dans un an pour faire le point sur cette affaire.

Des adhérents de la S.U.

(1) La Section Universitaire regroupe ceux des Jeunes Libertaires qui sont étudiants et ceux des militants de la C.N.T.-A.I.T. qui travaillent sur la fac.





Force Ouvrière à la mairie de Toulouse : “ça paye plus et c'est social !”

On en parle jusque dans les états majors parisiens des partis politiques et des syndicats. On l'appelle "l'affaire du service social de la mairie de Toulouse". Dans la catégorie magouille politico-financière, ça risque de faire un tabac chez Karl Zéro. Pensez donc : 15 à 20 millions de francs détournés par un type à double casquette, leader syndical le jour, fidèle de Madelin, le Libéral, le soir.

Si l'on en croit les articles publiés par "La Dépêche du Midi" dans la première quinzaine de décembre 1998, le mécanisme de détournement de fonds était simple. Depuis les années 80, le service social de la mairie de Toulouse encaissait de la mairie une subvention globale annuelle de plus de 5,3 millions de francs, correspondant à une cotisation de 595 francs par employé, pour l'assurance "décès, invalidité, longue maladie" des 8950 salariés municipaux. Mais le coût réel de l'assurance était de 500 francs. "Où est passée la différence ?", s'exclamait La Dépêche du 8 décembre.

"Dans les caisses de F.O. et du Parti Républicain", laisse mielleusement entendre La Dépêche du 12 du même mois, en citant les auteurs de ces révélations : l'ex-directeur du service social, son trésorier général et son vice-président, Jean-dit-Cadet, secrétaire fédéral F.O. Car F.O. étant le syndicat représentatif communal majoritaire, son patron assurait automatiquement les fonctions de vice président du service social, présidé par le maire.

Un type "sympa", ce "Cadet", bon vivant, fonceur ! Fallait le voir pendant les grèves de 95, faire l'animation derrière le gros camion F.O., décoré de drapeaux rouges. Le Champion du mouvement anti-Juppé (catégorie syndi-

cats collaborationnistes) ! Et ce mec fricote avec Madelin, la droite qui penche à l'extrême droite, Madelin l'ultra-libéral ! Ca fait gerber ! Toute l'affaire fait gerber. Ca sent le cynisme et la mesquinerie. Quand les patrons et leurs valets (les cadres dirigeants) s'en foutent plein les poches, ça vous enrage ! Quand ce sont des chefs syndicaux, ça vous écœure. Dans ce monde, tout est à vendre, même la révolte, même la misère ! Leurs "20 patates", comme ils disent, elles ont poussé sur l'assurance décès, invalidité, et longue maladie du personnel de la mairie ! Tout un symbole !

Cette affaire de politique-fric, toutes ces affaires, ne sont pas des bavures de la démocratie, des fautes individuelles. Non, ce ne sont que les rares parties visibles du fonctionnement réel du système. Que le leader de F.O. puisse jouer avec ce pognon sans contrôle aucun n'a rien du hasard. Du fait de son statut de grand bonze syndical, il peut se retrouver élu à la tête d'une kyrielle de caisses, conseils ou commissions, gérant des tas de fric issus du bien collectif. Le silence des autres syndicats sur le sujet est éloquent. Des postes de permanents à gratter, du pognon à brasser, des subventions à ramasser, des privilèges à conserver et la machine anti-révolte peut se mettre à fonctionner. Si les syndicats réformards veulent retrouver leur crédibilité, il

faudrait qu'ils commencent par refuser de bouffer dans l'assiette, d'élire des chefs et des permanents à vie, d'accepter de gérer la misère, de participer à toutes ces réunions de politicards et de patrons.

Le plus inquiétant et réjouissant cependant, c'est que c'est un mec seul qui, avec ténacité, s'est battu pour que l'affaire soit connue. Il en avait marre "des libertés prises par les syndicats, notamment sur les procédures électorales internes", comme l'écrit si bien La Dépêche.

Seul mais brave.

Salut à toi, compagnon.

Jean-dit-Jules, Ramonville



A l'heure où le capitalisme impose partout la précarité (plus de 80 % des emplois créés sont des emplois précaires : C.E.S., C.D.E., temps partiels, emplois jeunes, intérim...), il est urgent de s'organiser pour construire ensemble une contre offensive efficace.

Le développement de l'intérim est au centre de ce mouvement de précarisation généralisé. Le nombre de contrats a augmenté de près de 40 % en 1998, à tel point que Manpower et Adecco sont désormais les premiers employeurs privés de France.

Par le biais de l'intérim, le patronat nous fait vivre dans l'incertitude et l'angoisse de ne pas obtenir de nouveaux contrats. D'autant plus que ceux-ci sont extrêmement courts : en Midi-Pyrénées, 59 % des contrats ont une durée inférieure ou égale à une semaine.

Les patrons parviennent ainsi à intensifier le travail et croient nous enlever toute possibilité de lutte. Face à la dégradation de nos conditions de vie, face à l'ampleur de l'agression patronale, nous ne devons pas rester passifs.

La C.N.T.-A.I.T., dans le cadre de son action contre la précarisation du travail a lancé une campagne contre la double exploitation que constitue le travail temporaire (un salarié, deux patrons !).

Nous appelons l'ensemble des personnes concernées à venir participer à la réunion de lutte sur ce thème, le 13 janvier à 20 h 30, au local (7 rue St Remésy, Toulouse).

Cette réunion aura pour objectifs :

- de faire le point sur les conditions de travail des intérimaires,
- de partager nos expériences, attentes et revendications,
- de réfléchir aux modes d'action et de lutte à venir.

SANS PAPIERS : VERS DES DEPORTATIONS ?

C'est en catimini, qu'à l'aéroport de Blagnac, le 29 novembre a eu lieu la déportation vers l'Angola d'Afonso Cabral, père d'un enfant né en France, compagnon de Muriel, et en France depuis 7 ans.

Un tel bannissement nous révolte : Yann, son petit garçon de trois ans est privé de père à la veille de Noël, un père qui lui avait promis un premier vélo. Une vie de famille est saccagée.

Le crime de bureau vient de décider que n'existent pas des gens qui, en réalité, existent, vivent ici. Le gouvernement, le regard oscillant sur la ligne bleue des flux migratoires et celle des capitaux, persécute des gens, détruit des vies qui se sont construites parmi nous, contre vents et marées.

Un sans-papier, c'est d'abord cela : une vie construite dans ce pays.

Afonso était venu d'Angola, menacé par la guerre civile. Débouté du droit d'asile, il a uti-

lisé de faux papiers pour donner une légalité à sa famille. Avec la procédure de régularisation, il a voulu se mettre en règle avec la loi. Au lieu de cela, il a été expulsé.

Il n'est pas acceptable que des gens soient persécutés ainsi, pris en étau sous prétexte de flux migratoires, comme d'autres existences sont brisées au nom des flux de capitaux.

Sortir de ce désastre collectif est de notre responsabilité.

Nous demandons un moratoire contre les expulsions. Etre sans papiers n'est pas un délit, c'est un hasard. C'est pourquoi nous dénonçons la prison pour défauts de papiers et demandons la régularisation de tous les sans-papiers qui le demandent.

Rassemblement
des sans-papiers et de leurs amis.

INSUPPORTABLE DOUBLE PEINE

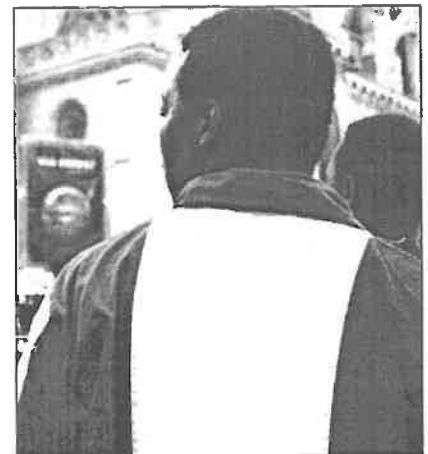
"Grain de pollen" (1 rue Isambard, 27000 Evreux) lance une campagne contre la double peine, qui rentre dans le cadre des lois xénophobes et qui frappe les familles, les enfants, et détruit souvent définitivement la vie de ceux qui en sont frappés. Vous pouvez obtenir auprès de cette association de chômeurs des documents, une pétition... et lui apporter un soutien financier.

LE BILLET DE GEORGES

Sécurité rapprochée.

Depuis quelque temps, il y a une provocation policière et politique. Elle contribue à élargir la fracture sociale et humaine. Les jeunes voudraient bien se faire entendre, mais on ne les écoute pas. Un jour, il faut que la cocotte explose, car ils ont le droit, comme les autres, à un véritable emploi et au salaire qui va avec. Et, s'il n'y a pas d'emploi, ils ont droit à un véritable revenu. Mais les responsables politiques ne veulent rien comprendre. Ils continuent leur numéro de ventriloques médiatiques, n'écoulant que leurs tripes. Il n'y a que pour les élections qu'on les voit sur le terrain. A ce moment, ils ont besoin de tout le monde. Si l'occasion se présentait, ils feraient même voter les bébés !

Georges De Bellefontaine.





Il est convenu de reconnaître l'importance de la propagande dans l'enseignement sous la IIIème République. L'école de Jules Ferry avait effectivement un contenu idéologique énorme : exaltation de la révolution française, formation de bons républicains, patriotes disciplinés, prêts à se faire tuer pour la France, etc.

Mais qu'en est-il aujourd'hui ? L'école serait-elle devenue plus neutre, comme voudraient le faire croire nos dirigeants républicains ?

Certainement pas. Il suffit pour s'en rendre compte de regarder de manière un peu critique ce que proposent nos manuels scolaires et plus particulièrement ceux d'histoire et géo.

L'école reste l'instrument fondamental de diffusion de l'idéologie républicaine. Ces manuels s'attachent, chapitre après chapitre, à montrer aux élèves que le système oligarchique libéral dans lequel nous vivons est la démocratie enfin réalisée. Le régime aurait mis en place un système politique idéal et indépassable. Ainsi, tous les élèves apprennent et doivent intérioriser le fait que, dans nos régimes, "Les citoyens sont libres car ils élisent leurs représentants", "L'Etat défend les droits de l'homme", "Le peuple est souverain et gouverne par l'intermédiaire de ses représentants". Tout est fait pour que les élèves soient convaincus que l'oligarchie libérale a définitivement triomphé, qu'il n'y a pas d'autre système possible ou meilleur, bref, que nous sommes arrivés à la fin de l'histoire.

Ce conditionnement a également pour but d'inculquer la conception républicaine de la citoyenneté : être libre, c'est élire et légitimer son maître (le droit de vote est le droit politique suprême) et surtout respecter la loi des seigneurs républicains frauduleusement appelés "représentants du peuple" alors que ces parasites ne représentent qu'eux-mêmes et les intérêts de la classe dominante.

Enfin, un des aspects essentiels du conditionnement républicain à l'école consiste à reproduire et inculquer une mémoire collective

fabriquée de toutes pièces par l'état : tout gouvernement cherche à contrôler la mémoire collective de manière à renforcer son emprise sur la société (qui contrôle le passé contrôle aussi une grande partie du présent). Ses historiens, en tant que "scientifiques" et producteurs du discours historique sont les principaux agents de la politique de mémoire de l'état. Celle-ci se manifeste non seulement dans les manuels où le message patriotique, parce qu'il masque la division de la société en classes antagonistes, reste essentiel (insistance sur la grandeur de la France, sa révolution, la France résistante, etc.) mais aussi à travers la multiplication des grandes commémorations.

LA CONSTRUCTION EUROPEENNE.

La construction européenne semble être aujourd'hui l'un des principaux objectifs de la propagande d'état. En effet, les états européens ont lancé un processus de constitution d'une mémoire et d'une conscience européenne. De nombreuses pages des manuels et des cours sont consacrés à l'affirmation d'une histoire, d'une identité et de valeurs communes. Les conséquences à long terme de cette politique sont considérables. Rappelons que l'état français a très bien su, au 19ème siècle, unifier et homogénéiser la population de l'ensemble du territoire. Ce phénomène se reproduira probablement à l'échelle européenne. Entendons-nous bien, mon propos ne vise pas à discuter de l'existence de telles valeurs communes ou même à remettre en cause ce processus d'unification culturelle

de l'Europe (même si nous ne devons pas oublier pour autant le danger que représente une Europe forteresse repliée sur elle-même et opposée aux peuples du sud). Par contre, ce qui est dénoncé ici, c'est l'absence totale de démocratie (au sens admis de gouvernement du peuple par le peuple et donc, ce qui est moins admis, d'auto-gouvernement du peuple) dans la manière dont sont prises des décisions d'une importance considérable. Il est insupportable de constater que les états, lorsque les intérêts de la classe dominante sont en jeu, cherchent et parviennent souvent à façonner la conscience des individus et des peuples. L'éducation est donc toujours instrumentalisée à des fins de propagande et d'endoctrinement.

Pour nous, anarcho-syndicalistes, une telle attitude de la part des pouvoirs n'a rien de surprenant. Si nous ne l'acceptons pas pour autant, nous savons que les choses ne changeront que lorsque la société sera réellement démocratique et donc autogestionnaire, libérée de la domination politique et économique.

G.



Golfech, la centrale nucléaire la plus proche de Toulouse à vol de nuage, vient de hoqueter son troisième "incident" (officiel) en 3 mois. Ce coup-ci, c'est un appareil de ventilation qui n'aurait pas fonctionné durant un contrôle du couvercle de la cuve d'un des 2 réacteurs. Une trentaine de travailleurs sont contaminés. La plupart salariés d'entreprises sous-traitantes d'EDF, qui utilise des intérimaires pour éviter le suivi sanitaire, obligatoire pour ses propres agents. Il faut savoir qu'entre le moment où l'alarme s'est déclenchée et celui où la décision a été prise d'évacuer le "bâtiment-réacteur", plus de 3 heures se sont écoulées, pendant lesquelles les employés ont continué à travailler dans un air de plus en plus contaminé ! Aucune importance, semble-t-il, puisqu'avant même de connaître les résultats des examens pratiqués sur les 6 personnes les plus touchées, la DSIN et l'OPRI* (spécialisées dans la non protection des travailleurs du nucléaire), ont déclaré que cet incident n'avait aucune conséquence pour la santé. Les doses reçues sont comparées à celles correspondant à une radiographie des poumons. Comme d'habitude, les spécialistes du nucléaire embrouillent les non-spécialistes, en prétextant la transparence. En effet, une radiographie des poumons délivre une certaine dose radioactive (variable), qui est d'ailleurs loin d'être inoffensive, puisque l'irradiation médicale est jugée, par l'INSERM (institut public de recherche médicale), responsable de 700 morts/an par cancer en France... Mais l'irradiation a ceci de différent de la contamination qu'une fois sortis de chez le radiologue, l'irradiation cesse, alors que les personnes ayant inhalé des particules radioactives continuent d'être irradiés (de l'intérieur) aussi longtemps que ces particules seront présentes dans leur organisme. Cela peut prendre un temps variable selon le type de particule, sa durée de vie radioactive, et surtout sa durée de présence dans l'organisme avant élimination par les

voies naturelles. Les organes contaminés seront eux aussi différents selon les particules ; le cobalt 60, par exemple, se fixe préférentiellement dans le foie et les ovaires. Les cancers ne se déclarent le plus souvent que des années plus tard, bien malins sont les responsables de la DSIN et de l'OPRI, qui prétendent pouvoir dire si cet incident aura des conséquences sur la santé !

Quant à l'incident technique proprement dit, il montre au moins une chose : s'il n'y a pas eu de fuite comme l'assure EDF, c'est qu'il n'y a pas besoin d'une fuite pour que des personnes soient contaminées. L'appareil de ventilation qui ne fonctionnait pas aurait dû éviter aux travailleurs d'être contaminés à des doses suffisantes pour déclencher l'alarme, tout simplement en évacuant dans l'atmosphère les particules radioactives. Aucune centrale nucléaire ne peut fonctionner en circuit fermé, et toutes rejettent des éléments radioactifs dans l'environnement (l'air et l'eau). Elles sont simplement soumises à des normes nationales, qui sont 3 à 4 fois plus élevées en France que dans d'autres pays européens. Ce qu'ont respiré les travailleurs de la centrale ce 27 novembre aurait normalement dû être dilué dans le ciel de Golfech, même s'il ne s'agissait pas de "fuites".

M.

* DSIN = Direction de Sécurité des Installations Nucléaires

OPRI = Office de Protection contre les Rayonnements Ionisants

A FRANCE TELECOM, LES ACTIONS SE PORTENT BIEN, LES EMPLOYES BEAUCOUP MOINS.

Le Centre International par Opérateur (C.I.O. = les renseignements internationaux) de Toulouse vient de fermer. N'acceptant pas que l'Etat ne respecte pas sa part du contrat, des opérateurs du C.I.O. ont refusé de choisir un poste commercial en remplacement de leur mission de service public, métier qu'ils ont exercé, qui plus est, des années durant (tout comme ils avaient déjà refusé le changement de leur statut lors de l'ouverture du capital au privé).

En réponse à leur déontologie, le directeur, M. Gélade, leur a fait savoir qu'ils pouvaient rester chez eux jusqu'à ce que la commission paritaire décide à leur place de leur affectation ! Voilà un exemple de plus des bienfaits de la privatisation.

Nous ne pouvons que déplorer le fait que tous les syndicats représentatifs et la majorité des employés n'aient pas réagi ; ces derniers s'en mordront peut-être les doigts lorsqu'ils comprendront ce que veulent dire précarité et flexibilité.

L.

POUR NOUS CONTACTER :

Secrétariat régional :

CNT-AIT 7, rue St REMESY 31000

Téléphone & Fax : 05 61 52 86 48

Pour venir nous rencontrer, discuter, consulter la bibliothèque du CDES ou participer au luttes en cours:

Permanences, réunions publiques à Toulouse: CNT,

Jeunes Libertaires, CDES tous les samedis de 17 à 19 heures au 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes).

ABONNEMENT UN AN :

Normal : 50 francs; de soutien : 100 francs ou plus.

A verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse

Un "organisme génétiquement modifié" est un organisme dont on a modifié le patrimoine génétique, en lui ajoutant par exemple un gène "étranger". Les techniques utilisées sont celles du "génie génétique", qui permettent d'introduire un ou plusieurs gènes dans une cellule, soit en le faisant transporter par une bactérie ou un virus, soit directement, par exemple par "micro injection".

L'intérêt est de pouvoir faire fabriquer par la cellule un produit qu'elle ne fabrique pas naturellement. Ces techniques sont utilisées depuis une vingtaine d'années par l'industrie pharmaceutique, pour faire fabriquer (en grandes quantités et à faible coût) des protéines par des bactéries (hormone de croissance, insuline...). Elles sont aussi utilisées par l'industrie agro-alimentaire, pour faire produire, toujours par des bactéries, des enzymes intervenant par exemple dans la fabrication de la bière, d'alcools...

Ce qui est nouveau, c'est l'application de ces techniques de génie génétique aux plantes et aux animaux vivants, et leur utilisation directe dans l'alimentation. Le transfert de gène étant effectué dans une seule cellule à la fois, on doit, pour obtenir des plantes ou des animaux entiers "transgéniques", modifier le patrimoine génétique de cellules végétales ou d'oeufs fécondés qui ont la capacité de produire un organisme entier. A partir de ça, tout semble devenir possible : faire pousser des arbres plus aptes à être transformés en pâte à papier, des plantes produisant un carburant "vert" ou des matières plastiques biodégradables, du coton déjà coloré, du tabac qui produit de l'hémoglobine, ou des bananes qui vaccinent... On n'y est pas encore.

Mais attention, même si les pubs des multinationales du traitement des cultures et de la production de semences mettent les applications "humanitaires" ou "écologiques" en avant, ne nous voilons pas la face. Ce qui motive les industriels n'a jamais été ni le bienfait de l'humanité ni la sauvegarde de l'environnement, mais le profit ! Pour preuve, ce qui est déjà commercialisé : une tomate qui se dégrade moins vite, réduisant les pertes dues au transport et au stockage, et un maïs qui fabrique une toxine contre la pyrale, réduisant là encore les pertes dues à cet insecte "ravageur". Voilà les vraies et uniques

motivations des industriels : réduire les pertes, augmenter les profits ! Ce n'est pas un hasard si le tiers des essais en plein champ de plantes transgéniques, réalisés dans le monde depuis 1986, concerne des plantes résistantes aux herbicides. Si ça marche, la firme peut espérer vendre non seulement ses semences transgéniques, mais aussi l'herbicide qui va avec, puisqu'il élimine tout sauf la plante résistante. La résistance aux insectes et aux virus est également intéressante, puisque le marché des produits chimiques correspondants est d'environ 8 milliards de dollars. Proposer des plantes résistantes doit permettre de récupérer une partie de ce marché juteux.

Par contre, l'application des biotechnologies aux problèmes d'alimentation des pays en voie de développement (plantes résistantes à la sécheresse par exemple) est a priori moins intéressante, tout simplement parce que ces pays ne sont pas solvables. A moins de faire assurer la charge financière du développement par des organismes publics...

La dernière trouvaille du "complexe génético-industriel", comme le nomment J.P. Berlan et R.C. Lewontin, dans "Le Monde diplomatique" de décembre 98, c'est un transgène baptisé cyniquement "Terminator". Cette fois-ci, le véritable objectif de la firme Monsanto (actuel propriétaire du brevet) est clair. "Terminator", en rendant stériles les grains obtenus à la récolte, jouera le rôle depuis longtemps rempli par les variétés hybrides : il obligera l'agriculteur à racheter chaque année ses semences, pour le plus grand profit des trusts semenciers.

Sans plus d'illusion sur les objectifs des industriels, il est facile de

comprendre à quel point les conséquences (en termes de santé humaine ou de protection de l'environnement) des découvertes qu'ils exploitent les laissent froids. Le directeur de la "communication" de la firme Monsanto est clair : "Nous n'avons pas à garantir la sécurité des produits alimentaires génétiquement modifiés. Notre intérêt est d'en vendre le plus possible. C'est à la Food and Drug Administration de veiller à leur sécurité". Il est clair que s'ils doivent étudier les risques potentiels des O.G.M., leur exploitation devient beaucoup plus coûteuse.

D'une façon générale, les chercheurs suspectent des allergies aux enzymes produites par les transgènes, ainsi qu'aux herbicides (ou à leurs dérivés) assimilés par les plantes résistantes. On craint également la transmission de la résistance aux antibiotiques de certains O.G.M. aux bactéries présentes dans la panse des ruminants qui les consomment, la résistance des bactéries étant déjà un problème de santé pour le genre humain. On craint enfin, pour l'environnement et l'agriculture, la diffusion

des transgènes -et de leurs effets- aux espèces sauvages proches parentes d'espèces cultivées (un soja résistant à un herbicide "total" peut transmettre cette résistance à la ravenelle).

Alors pourquoi cette précipitation, contre le fameux "principe de précaution", plus souvent invoqué qu'appliqué ? Si ces O.G.M. sont de véritables bienfaits pour l'agriculture, l'alimentation humaine ou l'environnement, pourquoi ne pas prendre le temps de tester, d'évaluer les risques ? Pourquoi, si ce n'est parce que le profit, lui, n'attend pas ?

Evelyne.



Un grand débat vaut bien une messe !

“Grand débat sur l'opinion publique face aux plantes transgéniques”, tel était le titre engageant d'une de ces conférences organisées par la cathédrale des sciences et de l'industrie de la Villette à Paris, en collaboration avec le journal “Le Monde”.

En regardant de près la plaquette de présentation, on s'aperçoit assez vite que ce qui était nommé ici Débat, voire Grand débat, n'était en réalité qu'un cours magistral dans lequel l'hypothétique débat n'était programmé que pour durer deux fois trente minutes, sur une conférence de quatre heures trente. A partir de là, la participation du public ne pouvait qu'être d'autant plus illusoire que la salle de conférence retenue à cette occasion peut accueillir 900 personnes et d'autant plus qu'il était demandé d'envoyer ses questions au moins cinq jours à l'avance !!! S'il ne se pratique qu'entre conférenciers, peut-on raisonnablement appeler cela un débat ? Qu'est-ce que cela aurait pu donner d'autre qu'un vulgaire show télévisé, dans lequel le sujet traité est, comme toujours, isolé de ce qui caractérise tant cette société capitaliste : le fric et le pouvoir. Faut-il qu'ils nous prennent vraiment pour des imbéciles pour jouer ainsi sur les mots et faire semblant de prendre en compte une opinion publique que ces messieurs contribuent tant à fabriquer ! A moins qu'ils ne veuillent tout simplement vérifier, tester en bon communicants, en bons travailleurs, leur professionnalisme sur la population !

Auront-ils été convaincus ce 24 Novembre ? Il est à espérer que non. Ce jour-là, nous avons décidé, à une trentaine¹, de manifester notre façon de penser, tant sur le contenu de cette réunion, que sur sa forme démocratique plus qu'illusoire.

Après la distribution d'un tract intitulé : “Rendez-vous ! citoyens !”, signé : “Quelques ennemis du meilleur des mondes transgéniques”, nous avons interrompu cette représentation théâtrale en haranguant l'assistance, assistance dans laquelle nous aurions

bien aimé qu'il se développât pour une fois un vrai débat sur la question, voire qu'une partie ragaillardie par notre intervention quittât avec nous l'endroit, consciente de la duperie. Il n'en a rien été malheureusement : si la peur de s'exprimer en public a certainement joué, tout le public n'a peut-être pas bien compris sur le moment les raisons du tir nourri d'oeufs, plus ou moins frais, qui s'abattait sur les conférenciers et qui les contraignit à se replier en ordre dispersé, comme des péteux, dans les coulisses. (L'arrivisme a aussi ses petits inconvénients !).

Si notre intervention eut au moins le mérite de faire relire notre tract, nous avons quand même eu droit au couplet naïseux de : “fascistes”, “sectaires”, de la part de quelques spectateurs du public qui, comble d'intelligence et de cohérence, voulaient par la même occasion qu'on nous mette “dehors” !!! Le ci-devant Demazure, Président de la cité des sciences, se résigna même en nous invitant à venir prendre la parole sur la scène, espérant qu'on se ridiculise par un discours improvisé. L'un de nous finit par accepter mais hélas, un politicien de la bande à Waechter² fut le plus rapide pour s'emparer du micro.

Une chose est sûre, cette action nous a permis de retrouver un peu de dignité, et de leur côté ces fameux spécialistes ont dû avoir un mal de chien ou plutôt de citoyen pour faire avaler à ce public de spectateurs leurs salades transgéniques.

Si cette “opinion publique” les intéresse tant, ce n'est que pour la contrôler, essayer de la modeler à leur convenance du moment. Ce genre de conférence sert, au mieux, de bonne conscience à tous les responsables et co-responsables; au pire, ils essaient ainsi

d'engager la responsabilité de la population, arguant du fait que celle-ci ne pourra pas dire qu'elle ne savait pas, d'autant moins qu'on lui a offert la possibilité de s'exprimer sur la question.

S'exprimer ? Pas si sûr ! Dès l'introduction à la soirée, Demazure prévenait le public que le temps était compté. Dans le meilleur des cas, si ces spécialistes feignent d'accepter de débattre, ce n'est finalement qu'un “Cause toujours” sur un problème indiscutable sur le fond car trop complexe, trop nécessaire, pour ces experts qui prétendent résoudre certains méfaits de ce progrès tant vanté par eux ? A les écouter tout est parfaitement logique, clair, limpide, comme même ce “brevetage du vivant” par lequel certains croient s'accaparer les mécanismes de la vie comme s'il s'agissait d'une vulgaire machine. Ils nous enfoncent ainsi en toute logique et un peu plus chaque fois dans un système d'autant plus totalitaire qu'il est sûr de nous coincer. A partir de là, il nous semblait important de refuser ici comme ailleurs ce genre d'attrapenigaud à la mode citoyenne qui légitime et cautionne tant leur arrivisme.

Quoiqu'il en soit, que ces spécialistes de notre dressage le reconnaissent ou non, notre avenir avec ce système scientifique et marchand c'est de jouer les cobayes, avec certes le choix de perdre un peu plus la queue ou la tête dans cette affaire !

Qu'aurions nous pu apprendre d'autre de ces hommes importants, experts de notre survie, tellement imbus de leurs personnes qu'ils nous appellent : “candides”, “profanes”, (en quoi ? en survie ?), qu'ils sont surtout experts en l'art de faire coïncider les intérêts supérieurs de l'humanité avec ceux de leurs patrons, de leurs sponsors,

voire même de leurs intérêts propres ? Est-il besoin de rappeler les scandales du sang contaminé, de la vache dite folle et la longue histoire des mensonges du nucléaire ?

Si l'on fait appel aujourd'hui à notre âme de citoyen, c'est pour que nous acceptions de prendre des vessies pour des lanternes tout en croyant participer activement aux décisions. Aujourd'hui, la science qui caractérise le développement industriel ne peut plus être artisanale, elle ne peut être orientée et financée que par des profiteurs, des dominateurs de tous poils et par conséquent ne produire qu'une technologie sans conscience. (Restons néanmoins prudents sur ce que veut dire réellement le terme technologie car cette dernière pourrait être déjà en elle-même une course à l'inconscience et aux aberrations).

De la même manière qu'avec toutes ces consultations, téléphoniques ou autres, de la population, rappelons nous la conférence citoyenne du mois de juin sur le même thème, "les OGM", La démocratie républicaine continue à se refaire un look à bon compte, cette fois-ci par l'entremise d'un de ses serviteurs zélés "Le Monde" qui sait si bien donner la parole, avec des pages entières de publicité, aux groupes industriels Novartis, Monsanto, Hoescht, ceux-là mêmes qui monopolisent actuellement le marché mondial des semences transgéniques. Jean-Yves Le Déaut étant pour la circonstance le grand prêtre républicain, coordinateur de cette mascarade citoyenne et médiatique, défenseur mais également promoteur des intérêts européens (via Limagrain, Rhône-poulenc et Hoescht) face aux américains (voir l'article du monde du 27 nov 98 qui fait référence à une possible fusion entre Rhône-poulenc et Hoescht).

Allons nous une fois de plus faire les frais d'une guerre économique et d'un nationalisme cette fois élargi à l'Europe ? Quel progrès !

On veut que nous arrivions à la conclusion que, pardi, les OGM c'est pas la fin du monde, et pour cela il ne nous sera pas précisé que les grands groupes d'assurance refusent de couvrir les risques liés à ceux-ci, qu'il existe d'autres conférences qui se tiennent en cachette, pour réfléchir par exemple, à la manière d'échapper aux responsabilités juridiques possibles et éventuellement à des stratégies de repli. Nous pouvons faire parvenir à qui le demande l'ordre du jour et les acteurs d'une de ces conférences !

L'équation censée démontrer l'esprit d'analyse et d'objectivité de ces experts : "Risques, Dommages, Bénéfices", sera rabâchée jusqu'à ce que nous en soyons saturés, comme si l'on pouvait nous acheter, gommer avec quelques bénéfices le fait que nous allons le payer très cher, sans même parler de ce que notre égoïsme fera faire supporter aux générations à venir.

Les intervenants de cette farce, présentés comme des autorités morales, sont en grande partie juge et partie, des Charpak³ de l'OGM en quelque sorte, mais ce que l'on peut leur concéder c'est qu'ils sont de bons professionnels de la manipulation et pas seulement génétique.

La C.N.T. Essonne fait partie pour le moment du Réseau national d'opposants aux OGM. Ce réseau qui tente difficilement de se mettre en place, regroupe quelques organisations et associations dont l'A.C.N.M.⁴

Les pro de l'union syndicale, CGT et FO consommateurs ont décidé de se retirer dès la première réunion, à cause de "certains groupes et individus agissant pour le compte

d'intérêts non identifiés" (sic) ! Suivant une autre source, il paraîtrait même que nous serions payés par Novartis !

Information de dernière minute, le Conseil d'Etat refuse de se prononcer sur le fond et refile le bébé à la Cour de justice des Communautés Européennes. Donc la commercialisation du maïs transgénique n'est toujours pas autorisée (voir l'article du Monde du 13 dec 98). Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant des suites de ce feuilleton...

CNT Essonne

¹trentaine qui se composait pour une bonne part de personnes de l'A.C.N.M. et de l'ancienne assemblée de Jussieu, plus des gens de la C.N.T. -P.T.T. Somme et Essonne.

²Waechter : leader du M.E.I. (Mouvement Ecologiste Indépendant)

³Charpak a été prix Nobel de physique et est intervenu de nombreuses fois à la télévision sur le nucléaire tout en faisant ou ayant fait parti du conseil d'administration de la COGEMA, ce qui n'est vraiment pas un gage d'objectivité et d'indépendance sur la question.

⁴A.C.N.M. : Association Contre le Nucléaire et son Monde



Partout où ils sont présents dans le monde, les militants de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) mènent le même combat contre l'exploitation et l'oppression sous toutes leurs formes. C'est pourquoi ils sont victimes de la répression patronale et étatique à laquelle s'ajoutent, plus particulièrement en ce moment, des attaques physiques par des groupes de combat fascistes. Dans des pays aussi différents que le Chili ou la République Tchèque, des militants sont menacés, pourchassés, arrêtés. L'A.I.T. lance une campagne de solidarité avec deux d'entre eux, Hector Pavelic et Michal Patera, particulièrement en danger.

Secrétariat International de la C.N.T., section française de l'Association Internationale des Travailleurs.

CHILI

LES SOUBRESAITS DE LA BÊTE IMMONDE

Le 11 septembre 1973, fort de la complicité inconditionnelle des U.S.A., le général Pinochet plongeait le Chili dans un bain de sang qui devait durer des années : des milliers et des milliers de morts et de "disparus" (dont de nombreux enfants) un million de personnes jetées dans des camps de concentration, des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants torturés de la façon la plus sadique (souvenez-vous du chanteur Jara), deux millions six cent mille exilés... et le développement sans limite du "libéralisme économique" c'est-à-dire le capitalisme sauvage. Après 17 ans de pouvoir absolu, cette brute ignoble avait négocié, avec la Démocratie Chrétienne et un Parti Socialiste bien pressé d'oublier comment son chef d'alors, Salvador Allendé était courageusement tombé sous les balles fascistes dans La Moneda effondrée et incendiée par l'aviation de Pinochet, une "transition démocratique" qui lui garantissait une impunité totale (ainsi qu'à toute sa clique de terroristes d'état), un pouvoir très important (à la tête des armées, puis comme "sénateur à vie") ainsi que la propriété de tout ce qu'il avait pillé au peuple chilien.

La perspective d'un procès pour crime contre l'humanité a montré que cette "transition démocratique" n'était qu'une façade. Immédiatement, face à l'explosion de joie populaire, la furie fasciste s'est de nouveau déchaînée, les réseaux criminels (comme la DNI) se sont réactivés pour imposer leur



terreur. Les manifestations hostiles à Pinochet sont réprimées violemment par la police alors que les attaques contre les ambassades d'Espagne ou d'Angleterre (les deux pays en cause dans le procès) n'ont pas donné lieu à son intervention. Plusieurs militants de la gauche non institutionnelle ont déjà été assassinés, beaucoup d'autres ont reçu des menaces de mort ou ont fait l'objet de violences. C'est le cas d'Hector Pavelic, rescapé des camps de concentration, dont la femme et la mère ont été assassinées par le régime de Pinochet alors que sa fillette de 3 ans fait partie des nombreux "disparus". N'ayant jamais cessé le combat, Hector, en tant que militant de la Section chilienne de l'A.I.T., a inlassablement continué à dénoncer l'injustice sociale et les assassins. Depuis quelques semaines, il refait l'objet de menaces particulièrement graves. Pour faire face à cette situation d'urgence, l'A.I.T. l'a placé sous sa sauvegarde. Une souscription est ouverte pour couvrir les besoins.

(R.C.S., d'après des informations de l'AIT, de la CESME et de l'APAF)

TCHEQUIE

SOLIDARITE AVEC LES RESISTANTS AU NEO-NAZISME

Les faits

Prague, café Campton, vendredi 27 novembre 98. Deux compagnons de la F.S.A. (Section tchèque de l'A.I.T.), S.V. et Michal Patera (22 ans) sont délibérément attaqués par un groupe de néo-nazis entraînés aux arts martiaux. S.V. est rapidement mis hors de combat. Michal se retrouve seul face à cinq assaillants qui tentent manifestement de le tuer. Il est alors contraint, pour défendre sa vie, d'utiliser son arme à feu, pour laquelle il a une autorisation légale. Un des assaillants est touché par trois fois, les autres se replient et Michal en profite pour s'échapper. A noter que, six mois plus tôt, Michal et d'autres compagnons avaient déjà subi une agression de ce groupe de combat néo-nazi. Ils avaient cependant réussi à éviter la confrontation.

Aujourd'hui, Michal est inculpé pour "tentative de meurtre pour motif idéologique" car la police a présenté les néo-nazis comme d'innocents "jeunes gens" et elle a mis en avant les convictions philosophiques de Michal. Aucune charge n'est retenue bien sûr contre les gentils agresseurs néo-nazis mais Michal est actuellement en prison et il risque d'en prendre pour 25 ans.

La situation en Tchéquie

Le jour même où ils ont agressé Michal, les néo-nazis ont tenu un meeting suivi d'un concert

de "musique blanche". Une bonne dizaine de groupes musicaux se sont produits devant 300 personnes. Le meeting a été riche en propos antisémites, en slogans nazis et en saluts hitlériens. Un mois plus tôt, pour la première fois depuis 1930, une organisation fasciste, le Front Patriotique, s'est présenté aux élections municipales à Prague et a obtenu 50 000 voix. Il y aurait environ 30 000 néo-nazis en Tchéquie dont 3 000 à Prague. Le Ministère des Affaires Intérieures ne cache pas que plus d'un tiers des policiers tchèques sont membres ou sympathisants actifs d'organisations néofascistes, racistes et nationalistes. La coopération de membres de la police avec les néo-nazis est de notoriété publique. Le scénario semble être toujours le même : des groupes de combat néo-nazis cherchent régulièrement à tuer des libertaires et des antifascistes révolutionnaires connus qui sont alors contraints de s'armer. Quand ils se défendent et usent de leurs armes, ils sont arrêtés et condamnés. En juillet 97, Vaclav Jez, un militant anarchiste, avait déjà été victime de ce scénario.

La situation des anarcho-syndicalistes en Tchéquie est très difficile, le syndicat de Prague, par exemple, ne compte que dix adhérents. Seuls, il leur est impossible de faire face à la pression des néo-nazis et du pouvoir.

Que peut-on faire ?

- écrire des lettres de solidarité à Michal dans sa prison : Michal PATERA (1976), PO Box 5, 14057 PRAHA 4, République Tchèque,
- écrire des lettres de protestation aux ambassades et consulats Tchèques pour demander sa remise en liberté et l'abandon des poursuites (légitime défense),
- organiser des piquets de protestation, des collectes de fonds (concerts ...), diffuser l'information,
- participer à la souscription de solidarité.

(d'après la traduction réalisée par la C.N.T.-A.I.T. de Marseille)

Un article d'Hector Pavelic Sanhuezav
Santiago de Chile

AUGUSTO PINOCHET UGARTE, CRIMINEL CONTRE L'HUMANITE



Le 16 octobre dernier, l'ex-dictateur Pinochet a été arrêté. Ce fait a provoqué une grande joie chez beaucoup d'entre nous qui avons été prisonniers des camps de concentration. Aujourd'hui, nous espérons qu'il paiera pour les crimes contre l'humanité qu'il a commis au Chili. Aussitôt nous sont revenus en mémoire toutes nos amies et tous nos amis qui ne sont plus, et nous avons revécu toute l'horreur des camps de concentration. Pisagua ..., la torture affleure de nouveau à ma conscience, je ressens sa douleur dans mon corps, intense, croissante, ... et c'est ainsi que ma joie se transforme une fois de plus en cauchemar, en ce cauchemar qui me poursuit depuis l'instauration de la dictature militaire.

Oui, je n'ai eu qu'un moment de joie, dont mes amis ne pourront pas profiter, eux dont les assassins -en civil ou en uniforme- ont caché le crime, en brûlant les corps par la chaux vive pour effacer les traces et rendre impossible l'identification des victimes. Aujourd'hui encore, nous cherchons sans cesse nos compagnons. Nombreux sont leurs noms. Leurs visages sont encore gravés dans ma mémoire. Je veux me souvenir de chacun d'entre eux, en ce jour où l'ex-dictateur est détenu pour ses crimes. Les cris de douleurs de ces compagnons, il devra les entendre tout au long de sa vie, le misérable. Il n'y aura pas d'oubli ! Il n'y aura pas de pardon pour ceux qui, à la tête du pouvoir, ont commis d'aussi horribles crimes. Comme parent, comme ami des personnes assassinées par la dictature, je dis que la douleur et la perte de nos êtres chers n'ont pas de prix. L'état chilien a essayé d'acheter nos consciences, d'acheter notre silence. Mais pour nous, nos amis disparus n'ont pas de prix car eux luttèrent pour un monde meilleur. Nous continuons ce combat, nous continuons à rechercher une réelle justice sociale. Nous savons que les états et leurs lois ne sont pas le produit de l'ensemble des gens qui vivent dans les différents lieux du globe, c'est pour cela que nous n'avons pas confiance dans cette société, dans ses lois qui sont faites pour protéger le pouvoir et nous soumettre.

Aujourd'hui, nous revivons ce passé de terreur que le dictateur et ces sbires nous ont imposé le 11 septembre 93, et nous voyons avec douleur et rage des "défenseurs des droits de l'homme" prendre la défense de Pinochet ! Non contents d'avoir négocié avec la dictature une sortie qui est tout à son profit, ces politiciens avides de pouvoir défendent maintenant un criminel !

Pour les milliers de personnes assassinées et disparues il n'y aura pas de justice tant qu'on continuera de banaliser les crimes et que les criminels jouiront de l'impunité.

UNE SOUSCRIPTION DE SOLIDARITE EST OUVERTE POUR
CES DEUX CAS. ADRESSEZ VOS DONNS A : C.N.T., 7 rue ST
REMESY, 31000 TOULOUSE, CCP : CNT 3 117 57 H TOULOUSE
en précisant "Solidarité"

PLEINS FEUX SUR LA REYNERIE

SUITE DE LA PAGE 4

C.S. : *Comment en tant qu'habitants du quartier avez vous vécu les choses ?*

M.,L.,R. : Il y a eu des réactions de solidarité de la population, et ceux d'entre nous qui s'y sont trouvés présents, qu'ils soient de la C.N.T.-A.I.T. ou des Jeunes Libertaires, y ont participé. Par exemple le lendemain du crime des gens du quartier se sont spontanément regroupés et nous sommes partis en cortège à travers Reynerie, Le Mirail, Bagatelle. De même, toute la journée, il y a eu un rassemblement spontané de discussion sur la place Abbai. Des gens qui d'habitude ne s'adressent pas la parole s'arrêtaient au moins quelques instants et participaient au débat. Toutes ces réactions ont été occultées. Il y a eu aussi la manif en ville où en plus des gens du Mirail, de nombreux jeunes des cités de Toulouse sont venus exprimer leur solidarité. Il y avait surtout des jeunes, mais en même temps, c'était très diversifié. Des étudiants étaient venus en petits groupes. Ce sont les lycéens du polyvalent du Mirail (où Habib était scolarisé au L.P.) qui avaient organisé la manif. Les copains y étaient également. Au total, la manif qui avait été montée en épouvantail par les politicards, a tout de même réuni 3000 personnes.

C.S. : *Est-ce que la C.N.T.-A.I.T. s'est exprimée en tant que telle ?*

J. : Il faut d'abord dire que la C.N.T.-A.I.T. est présente, bien sûr modestement, depuis un bon moment sur le Mirail, Reynerie, Bellefontaine. En particulier, le Premier Mai, au lieu de défiler dans les beaux quartiers avec la gauche politico-syndicale et son extrême gauche suiviste, nous organisons notre propre manifestation avec les J.L. (et nous sommes bien les seuls !) sur la dalle de Tel-Aviv, à Bellefontaine. C'est un choix que nous avons fait. On nous a beaucoup critiqué pour avoir "cassé" la sacro-sainte "unité de gauche", mais nous pensons qu'il faut aller là où l'exploitation est à son maximum, pas là où

L'OPINION D'HABITANTS DU QUARTIER

En tant qu'habitants des quartiers Mirail, Reynerie, Bellefontaine, nous pensons qu'il est de notre devoir de faire connaître notre opinion.

Tout d'abord, nous voulons dénoncer clairement les circonstances de la mort d'un lycéen du quartier. Les conditions dans lesquelles on a laissé mourir Habib ne peuvent que provoquer le plus grand dégoût chez toute personne civilisée. C'est pourquoi nous présentons nos condoléances à sa famille et nous l'assurons de notre sympathie.

Nous voudrions aussi dire que les incendies de voiture provoqués par certains jeunes sont malheureusement le seul moyen qu'on leur laisse de s'exprimer. Et que penser de tous ceux qui enveniment volontairement les choses ? Par exemple, nous avons entendu sur France Inter que les habitants du quartier avaient détruit la faculté du Mirail. C'est totalement faux. D'autres radios ont annoncé que le chauffeur de bus avait été violemment frappé. C'est totalement faux aussi, comme le témoignage du chauffeur lui-même dans La Dépêche l'a prouvé depuis. Arrêtez de mentir ! De la même façon, nous nous étonnons que le Procureur ait pu dire "qu'il ne s'agit pas d'une bavure" alors que l'enquête avait à peine commencé ... et que le Ministre de l'intérieur a reconnu ensuite que les procédures n'ont pas été respectées, ce qui, par définition, constitue une bavure.

Mais nous voudrions surtout dire que tout ça est la conséquence de l'apartheid à la française et de l'injustice sociale que les pouvoirs publics imposent au quartier : les écoles sont surchargées, les professeurs du collège de Reynerie ont dû faire grève dès la rentrée pour avoir quelques moyens misérables de plus, les queues à la poste du Mirail sont interminables, la diminution des bons CAF empêche les enfants de partir en vacances, les jeunes n'ont pratiquement pas de lieux pour se rencontrer ... et chaque fois, on nous répond qu'il n'y a pas un sou pour mettre un postier de plus, un instituteur de plus ; alors qu'on dépense des sommes folles pour nous envoyer des régiments entiers de C.R.S. Nous pensons que l'argent de nos impôts serait bien mieux employé pour équiper le quartier avec des moyens réellement utiles.

Nous pensons que les pouvoirs publics sont les véritables responsables de cette situation.

Le 16 décembre 1998 - Assemblée générale des adhérents de la C.N.T.-A.I.T. habitant dans les quartiers du Mirail, Reynerie, Bellefontaine. (communiqué partiellement publié dans la presse locale).

la gauche caviardo-matraqueuse se donne en spectacle. Les événements qui viennent de se produire devraient faire réfléchir les révolutionnaires : de quel côté sont-ils, avec qui font-ils l'unité ? Leur place est-elle à la traîne des partis au pouvoir, qui montent chaque jour leur vrai visage ?

En ce qui nous concerne, le 16 décembre, au moment des événements, nous avons tenu une assemblée générale des adhérents de la C.N.T.-A.I.T. habitant sur le quartier et nous avons rédigé un communiqué qui résume notre position collective (voir dans l'encadré). A l'encontre de ceux qui essaient de monter les

exploités les uns contre les autres en jouant sur la couleur de peau, la nationalité, la religion ou l'âge, à l'encontre de ceux qui jouent sur les réflexes sécuritaires (P.C., P.S. comme F.N.) pour rafler des voix, des intégristes de tout poil, nous continuerons notre présence pour favoriser l'émergence d'une conscience et d'une solidarité de classe, à la base, sans compromission étatique ni politicienne. Une réunion avec les lecteurs du C.S. du quartier est déjà prévue à la mi-janvier. Il y en aura d'autres. Nous ne baisserons pas les bras, nous continuerons ce travail de fond.